



## CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES

**ACCORD-CADRE N°2511PA004**

---

**Assistance à maîtrise d'ouvrage pour un appui juridique et  
technique dans le cadre de la mise en œuvre de la loi  
GEMAPI (Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des  
Inondations)**

---

## TABLE DES MATIÈRES

<b>1. PRÉSENTATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR .....</b>	<b>3</b>
<i>Organisation de VNF .....</i>	<i>4</i>
<b>2. CONTEXTE .....</b>	<b>7</b>
LES MISSIONS RELEVANT DE LA COMPÉTENCE GEMAPI .....	7
VOLONTÉ DE VNF DE SE .....	7
<b>3. OBJET DES DIFFÉRENTES MISSIONS.....</b>	<b>8</b>
<b>4. DESCRIPTION DES MISSIONS .....</b>	<b>9</b>
<b>4.1 MISSION N°1 – APPUI JURIDIQUE À LA MISE EN ŒUVRE DES CONVENTIONS DANS LE CADRE DE LA DÉFENSE CONTRE LES INONDATIONS.....</b>	<b>9</b>
<i>Analyse critique des conventions signées (prix n°1.1 du BPU) .....</i>	<i>9</i>
<i>Analyse de la possibilité de l'ouvrage à rentrer dans un système d'endiguement ou à être identifié comme aménagement hydraulique (prix n°1.2 du BPU).....</i>	<i>9</i>
<i>Accompagnement pour la rédaction d'un projet de convention ou la révision d'une convention existante (prix n° 1.3 et 1.4 du BPU).....</i>	<i>10</i>
<i>Accompagnement de VNF dans la traduction réglementaire des conventions signées (prix n°1.5 du BPU).....</i>	<i>11</i>
<i>Mission de conseil pour le positionnement de VNF sur les enjeux liés à la loi GEMAPI (prix n°1.6 du BPU).....</i>	<i>11</i>
<i>Réalisation de formations adaptées au contexte VNF et retour d'expériences (prix n°1.7 à 1.10 du BPU).....</i>	<i>12</i>
<b>4.2 MISSION N°2 : ASSISTANCE TECHNIQUE.....</b>	<b>13</b>
<i>Préparation de la mise à disposition ou transfert de l'ouvrage - Préparation du dossier de transfert ou de mise à disposition de l'ouvrage : inventaire, complétude et conformité des études et analyse critique de l'état fonctionnel de l'ouvrage (prix n°2.1 du BPU).....</i>	<i>13</i>
<i>Contrôle qualité des études réglementaires réalisées (EDD, ...) (prix n°2.2 du BPU).....</i>	<i>14</i>
<b>4.3 MISSION N°3 : COMMUNICATION.....</b>	<b>14</b>
<i>Préparation de documents de communication visant à illustrer les positionnements nationaux de VNF (prix n°3.1 du BPU).....</i>	<i>14</i>
<b>5. CONDUITE DE L'ACCORD-CADRE.....</b>	<b>15</b>
MODALITÉS DE SUIVI.....	15
ORGANISATION DE LA PRESTATION.....	15
LIVRABLES .....	16
<b>ANNEXE 1 : EXEMPLES D'OUVRAGES VNF POUVANT ENTRER DANS UN SYSTÈME D'ENDIGUEMENT .....</b>	<b>17</b>
<b>ANNEXE 2 : LIGNES DIRECTRICES NATIONALES GEMAPI.....</b>	<b>18</b>
<b>ANNEXE 3 : CHARTE GRAPHIQUE DE VNF .....</b>	<b>21</b>

## 1. Présentation du pouvoir adjudicateur

L'établissement public administratif (EPA) Voies navigables de France (VNF) est né par la loi du 24 janvier 2012 et regroupe depuis la totalité des agents de la voie d'eau, soit plus de 4 000 agents. Les services de navigation de l'Etat sont devenus les directions territoriales de Voies navigables de France.

Avec un établissement unique qui agit sur l'ensemble du territoire, Voies navigables de France est un acteur central dans la promotion et le fonctionnement de la voie d'eau. En mutualisant l'ensemble des compétences et expertises techniques autour du fluvial, Voies navigables de France a renforcé la capacité du secteur à se développer, tout en recherchant les besoins d'optimisation et d'efficience du service rendu pour la collectivité.

Le réseau navigable en France est constitué de 8 500 km traversant l'ensemble du territoire. Avec la responsabilité de 6 700 km de réseau, de 40 000 hectares de domaine public et l'exploitation de plus de 4 000 ouvrages, il est au cœur de l'écosystème et agit sur deux réseaux complémentaires et connectés : un réseau fret (dit à grand gabarit) et un réseau touristique (dit à petit gabarit).

Sur deux réseaux complémentaires, l'un dédié au transport, l'autre au tourisme, Voies navigables de France entretient, régénère et modernise les ouvrages et le domaine.

Le réseau à grand gabarit représente 2 400 km en desserte des pôles industriels et des grandes agglomérations au départ ou à destination des grands ports maritimes. Ce réseau accueille la majorité des trafics avec 6,8 milliards de tonnes-km et 52,7 millions de tonnes transportées. Les paquebots fluviaux et les bateaux promenades représentent quant à eux 9,9 millions de passagers sur l'ensemble du réseau fluvial.

Le réseau à petit gabarit représente 4 300 km et a été aménagé au XIX<sup>e</sup> siècle pour l'essentiel, voire au cours des siècles précédents. Plus de 70 ouvrages sont classés ou inscrits à l'inventaire des monuments historiques. Le canal du Midi, quant à lui, est inscrit au patrimoine mondial de l'Unesco.

Voies navigables de France assure 3 grandes missions au service de la société : la promotion de la logistique fluviale, le concours à l'aménagement du territoire et la gestion globale de l'eau.

### ➤ **Promouvoir la logistique fluviale durable**

Première mission : favoriser une logistique fluviale durable en renforçant sur le réseau à grand gabarit avant tout la compétitivité via des infrastructures capacitaires, des services performants et la recherche d'une empreinte environnementale toujours moindre.

Le développement de la logistique fluviale est essentiel.

Les voies navigables constituent des espaces de mobilité et de circulation dans le respect de l'environnement. Emettant jusqu'à cinq fois moins d'émissions de CO<sub>2</sub> que les autres modes de transport, la voie d'eau est un atout pour la desserte des grandes agglomérations et pour la massification des flux, au bénéfice des territoires traversés.

### ➤ **Concourir à l'aménagement du territoire**

Deuxième mission : concourir par l'économie touristique, à l'aménagement des territoires et à la qualité de vie. Il s'agit de soutenir les activités à fort potentiel, mais aussi de proposer une offre touristique saisonnalisée adaptée à la fréquentation des voies, développer des espaces privilégiés pour les activités de loisirs et valoriser le patrimoine qui porte l'identité du territoire.

Il s'agit aussi de permettre la réappropriation de la voie d'eau par les citoyens. Implantée en zone urbaine, la voie d'eau est génératrice d'emplois dans les métiers du transport et de la logistique.

En milieu rural, sur le réseau dit à petit gabarit, elle concourt, par le développement d'activités de tourisme fluvial, à l'attractivité des territoires et à l'ancrage d'emplois locaux. L'environnement immédiat du réseau navigable est aussi particulièrement prisé pour les activités de randonnée et de cyclotourisme et le développement de nouvelles activités économiques liées à cette forte fréquentation. Cet environnement renforce la valeur foncière des espaces limitrophes et du bâti en proximité immédiate du réseau fluvial. La dynamique économique générée est un atout majeur pour les territoires.

➤ **Assurer la gestion globale de l'eau**

Troisième mission : gérer le réseau hydraulique. Les voies d'eau sont un espace naturel et vivant et constituent également une réserve de biodiversité et un potentiel de nouvelles énergies renouvelables.

Voies navigables de France assure la sécurité des personnes et des biens par la gestion quotidienne de ses barrages, réservoirs et digues, et lutte contre les inondations et le stress hydrique. Il garantit les usages de l'eau selon les besoins des populations, des agriculteurs ou des industriels et participe à la transition énergétique : biodiversité avec des mesures de préservation des espèces, des milieux humides et de la continuité écologique, développement de l'hydroélectricité avec à ce jour 80 microcentrales sur le réseau.

### *Organisation de VNF*

Ainsi, en vue d'offrir la meilleure qualité de service aux usagers et de développer des activités autour de la voie d'eau dans le respect de l'environnement et de la ressource en eau, le siège, basé à Béthune (Pas-de-Calais), s'appuie sur 7 directions territoriales et plus de 80 métiers exercés par près de 4 000 agents qui garantissent chaque jour les activités de la voie d'eau. Son personnel est composé à 90% par des agents de droit public et 10% par des salariés de droit privé. Les cartes, ci-après, présentent les aires de compétence géographique des différentes directions territoriales.

Les sept Directions Territoriales :

- DTNPDC (Nord-Pas-de-Calais), siège situé à Lille ;
- DTBS (Bassin de la Seine et Loire aval), siège situé à Paris ;
- DTNE (Nord-Est), siège situé à Nancy ;
- DTS (Strasbourg), siège situé à Strasbourg ;
- DTRS (Rhône Saône), siège situé à Lyon ;
- DTSO (Sud-Ouest), siège situé à Toulouse ;
- DTCB (Centre-Bourgogne), siège situé à Dijon.

Plus d'informations sur [www.vnf.fr](http://www.vnf.fr)



**VNF-DIRECTION TERRITORIALE NORD-PAS-DE-CALAIS**  
 37, rue du Plat - BP 725 - 59034 LILLE cedex  
 Tél. : 03 20 15 49 70  
 courriel : dt.nordpasdecals@vnf.fr

**VNF-DIRECTION TERRITORIALE BASSIN DE LA SEINE**  
 16, Quai d'Austerlitz - 75013 PARIS  
 Tél. : 01 83 94 44 00  
 courriel : dt.bassinseine@vnf.fr

**VNF-DIRECTION TERRITORIALE NORD-EST**  
 169, rue Charles III - CS 80062  
 54030 NANCY cedex  
 Tél. : 03 83 95 30 01  
 courriel : dt.nordest@vnf.fr

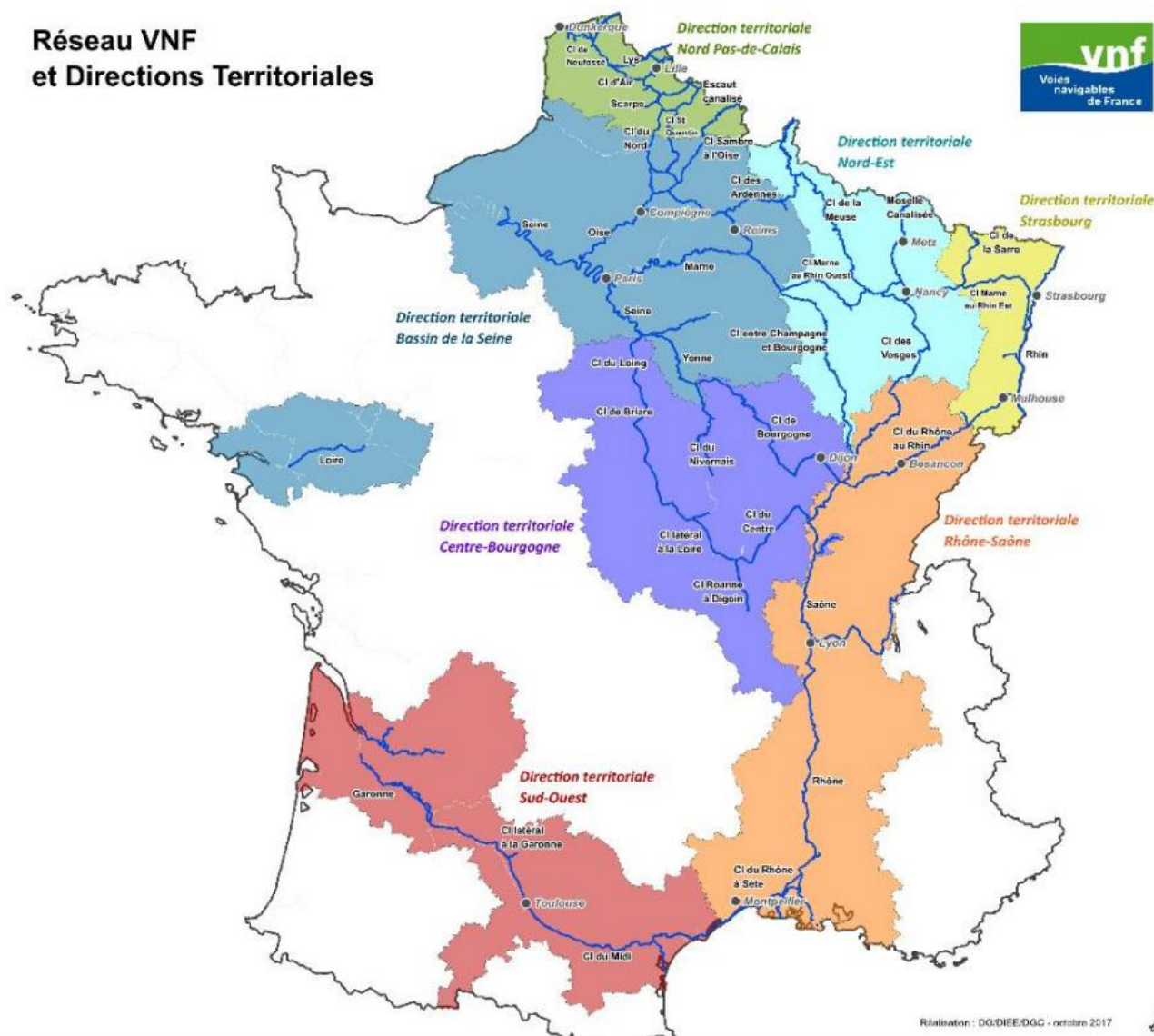
**VNF-DIRECTION TERRITORIALE STRASBOURG**  
 4, quai de Paris - CS 30367  
 67010 STRASBOURG cedex  
 Tél. : 03 67 07 00 15  
 courriel : dt.strasbourg@vnf.fr

**VNF-DIRECTION TERRITORIALE RHONE SAONE**  
 2, rue de la Quarantaine - 69321 LYON cedex 05  
 Tél. : 04 72 56 59 00  
 courriel : dt.rhone-saone@vnf.fr

**VNF-DIRECTION TERRITORIALE CENTRE-BOURGOGNE**  
 Chemin Jacques de Baeze - CS 36229 - 21062 DIJON Cedex  
 Tél. : 03 45 34 13 00  
 courriel : dt.centrebourgogne@vnf.fr

**VNF-DIRECTION TERRITORIALE SUD-OUEST**  
 2, Port-Saint-Etienne - BP 7204 31073 TOULOUSE cedex 7  
 Tél. : 05 61 36 24 24  
 courriel : DTSud-Ouest@vnf.fr

## Réseau VNF et Directions Territoriales



Réalisation : DG/DIEE/DGC - octobre 2017

## 2. Contexte

### LES MISSIONS RELEVANT DE LA COMPÉTENCE GEMAPI

La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014<sup>1</sup> dite loi MAPTAM (modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles) attribue aux intercommunalités (métropoles, communautés urbaines, communautés d'agglomération, communautés de communes) la compétence en matière de gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations définie par les 4 missions ci-dessous :

- **La défense contre les inondations** : Cette mission comprend notamment la création, la gestion, la régularisation d'ouvrages de protection contre les inondations, tous les ouvrages qui font l'objet, depuis le décret n° 2015-526 du 12 mai 2015<sup>2</sup> (dit « décret digues ») d'une réglementation spécifique visant à assurer leur efficacité au regard de la mission de protection qui leur est assignée notamment par la définition et la gestion des systèmes d'endiguements (au sens de l'article R. 562-13 du code de l'environnement) avec le bénéfice de la mise à disposition des digues (I de l'article L. 566-12-1 du code de l'environnement) et des autres ouvrages publics nécessaires ;
- **L'aménagement des bassins versants** : Cette mission comprend tous les aménagements visant à préserver, réguler ou restaurer les caractères hydrologiques ou géomorphologiques des cours d'eau ;
- **L'entretien et l'aménagement des cours d'eau, canal, lac ou plan d'eau** : L'entretien du cours d'eau a pour objectif de le maintenir dans son profil d'équilibre, de permettre l'écoulement naturel des eaux et de contribuer à son bon état écologique ou à son bon potentiel écologique ;
- **La protection et la restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides ainsi que des formations boisées riveraines** : cette mission comprend **le rattrapage d'entretien** au sens du II de l'article L. 215-15 du code de l'environnement, **la restauration hydromorphologique des cours d'eau** par le rétablissement de leurs caractéristiques hydrologiques et morphologiques ainsi qu'à la continuité écologique des cours d'eau et **la protection des zones humides et la restauration des zones humides dégradées** au regard de leur intérêt pour la gestion intégrée du bassin versant, de leur valeur touristique, paysagère, cynégétique ou écologique.

### VOLONTÉ DE VNF DE SE

**Un certain nombre d'ouvrages gérés par VNF sont susceptibles d'intégrer ces systèmes d'endiguements ou d'être identifiés comme aménagement hydraulique.** Les ouvrages identifiés sont les ouvrages susceptibles de rentrer dans un système d'endiguement au sens de l'article R. 562-13 du code de l'environnement et les aménagements hydrauliques au sens de l'article R. 562-18 du code de l'environnement.

VNF a défini sa stratégie de position nationale pour la mise en œuvre de la compétence GEMAPI en juin 2023 (cf. [annexe 2 du présent CCTP](#)) dans laquelle sont définies des propositions de positionnement vis-à-vis des ouvrages hydrauliques gérés par VNF et susceptibles d'intégrer un système d'endiguement.

**Trois types d'ouvrages peuvent être classés dans un système d'endiguement :**

- ✓ les ouvrages dit « secs » ou « domaniaux » : de par leur implantation historique dans le domaine public fluvial (DPF), servant uniquement à la protection des inondations et gérés par VNF. Selon la réglementation en vigueur, VNF en a conservé la gestion jusqu'en 2024, date du transfert à l'autorité gémapienne.

---

<sup>1</sup> [LOI n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles \(1\) - Légifrance](#)

<sup>2</sup> [Décret n° 2015-526 du 12 mai 2015 relatif aux règles applicables aux ouvrages construits ou aménagés en vue de prévenir les inondations et aux règles de sûreté des ouvrages hydrauliques - Légifrance](#)

- ✓ les ouvrages dit « mixtes » : ils sont identifiés comme ayant un rôle dans la protection des inondations mais ont également une fonction liée à la gestion de l'eau pour la navigation ou d'autres usages. Pour ces ouvrages, dès que l'intercommunalité a arrêté le périmètre du système d'endiguement, une convention doit être signée entre l'autorité gémapienne et VNF pour mettre à disposition de l'autorité gémapienne l'ouvrage pour l'usage de protection contre les inondations et définir les modalités d'intervention, les rôles et responsabilités des deux parties selon leur compétence respective. L'autorité gémapienne devient gestionnaire de ces ouvrages pour l'usage « protection contre les inondations ». Une analyse des différentes configurations envisagées figure en [annexe 1 du présent CCTP](#).
- ✓ les ouvrages qui n'ont pas été construits dans un objectif de prévention des crues : ceux-ci peuvent dans certains cas être utilisés comme aménagement hydraulique. Cela peut concerner, notamment, des ouvrages de navigation sur lesquels des aménagements ultérieurs ont été réalisés dans un objectif de protection contre les inondations, ou certaines zones naturelles du domaine public fluvial gérées par VNF qui peuvent également être utilisées comme zones naturelles d'expansion des crues. Ces ouvrages pourraient également dans ce cas, faire l'objet d'une convention de mise à disposition de l'ouvrage auprès de l'autorité gémapienne.

VNF a défini une position nationale sur le traitement de ces ouvrages au travers des lignes directrices nationales ([annexe 2 du présent CCTP](#)). Sur la base de cette doctrine, VNF a établi avec les différents GEMAPIEN des conventions de mise à disposition d'ouvrages contributifs ou facilité la signature entre l'Etat et les GEMAPIEN des conventions de transfert définitif d'ouvrages.

Ainsi, à ce jour, sur la base d'une convention type, 13 conventions de mise à disposition et de transfert définitif d'ouvrages ont été signées avant le 27 janvier 2024 conformément à la loi MAPTAM.

Concernant les ouvrages contributifs, VNF dispose d'une convention type de mise à disposition d'ouvrages contributifs aux systèmes d'endiguement des gemapiens. Actuellement, 10 conventions ont été signées et les négociations sont en cours sur 13 autres conventions.

Au-delà des échanges déjà engagés avec les GEMAPIEN, un potentiel minimum de 30 systèmes d'endiguement a été identifié sur le territoire pour lesquels les négociations n'ont pas encore débuté. Le périmètre est susceptible d'évoluer en fonction des potentiels accords avec les entités gémapiennes.

Concernant la **Gestion des Milieux Aquatiques** (volet GEMA de la loi), le Domaine Public Fluvial (DPF) géré par VNF représente parfois un potentiel pour la réalisation des missions confiées aux entités gémapiennes notamment autour de la protection des zones humides et la restauration des zones humides dégradées. Dans ce cadre, les entités Gémapiennes pourraient solliciter VNF pour la mise à disposition du domaine public fluvial qu'il gère pour la réalisation de ses missions, ce qui pose la question des conditions de cette mise à disposition et de la superposition des compétences entre VNF et l'entité gémapienne.

VNF peut être confronté à ce type de demandes d'entités gémapiennes nécessitant de définir, au cas par cas, un positionnement de VNF.

### 3. Objet des différentes missions

L'objet du présent accord-cadre consiste en l'assistance à maîtrise d'ouvrage pour un appui juridique et technique de la mise en œuvre de la loi GEMAPI.

L'assistance se décline en 3 types de missions qui sont les suivantes :

1. **Mission juridique**
2. **Mission technique**
3. **Mission de communication**

Les 3 missions sont détaillées ci-dessous et seront menées en parallèle et de manière très coordonnée par le titulaire. Elles seront suivies par le même comité de pilotage au sein de VNF.

## 4. Description des missions

### 4.1 Mission n°1 – Appui juridique à la mise en œuvre des conventions dans le cadre de la défense contre les inondations

Cette mission a pour objet une assistance juridique (conseil et expertise) d'accompagnement de la mise en œuvre des compétences dites GEMAPI sur les ouvrages hydrauliques ou sur le Domaine Public Fluvial (DPF) gérés par VNF. Cette mission intègre notamment :

- une analyse des textes applicables en vigueur et leurs conséquences pour VNF,
- la définition des responsabilités et risques incombant à VNF au titre de la mise à disposition de ces ouvrages ou du DPF,
- l'accompagnement dans le conventionnement et le choix des différents outils juridiques à disposition avec les autorités compétentes en matière de protection des inondations et en matière de Gestion des Milieux Aquatiques.

Les prestations de la mission juridique sont décrites de manière plus détaillée ci-dessous. Elles pourront faire l'objet de commandes successives et/ou concomitantes.

#### *Analyse critique des conventions signées (prix n°1.1 du BPU)*

Sur certains territoires, des conventions ont déjà été conclues de longue date par VNF avec une autorité gémapienne. Dans ce cadre, si une convention (convention de superposition d'affectation, protocole de gestion des ouvrages, ...) ayant pour objet la mise à disposition d'ouvrages auprès d'une collectivité pour la prévention des inondations pose question, le titulaire analysera celle-ci.

Cette prestation fera l'objet d'une analyse critique de la convention examinée et d'une note synthétique reprenant :

- les clauses identifiées comme défaillantes par rapport à la réglementation GEMAPI,
- les risques auxquels ces clauses exposent VNF
- et les nécessaires modifications à apporter au regard de ces risques (par exemple avenant à la convention).

Le titulaire prendra en compte pour l'exécution de cette prestation les enjeux techniques et politiques des conventions, notamment dans le cadre de la proposition de solutions d'évolution des conventions.

La prestation comprend également les échanges téléphoniques nécessaires à l'explication du contexte de la convention et des relations entre les parties.

Une réunion de travail pourra être organisée. Le coût de cette réunion n'est pas inclus dans le prix n°1.1 du BPU. Elle sera commandée via le prix n°4 du BPU.

La prestation ne comprend pas la rédaction d'éventuelles nouvelles clauses de la convention, d'un avenant ou d'une nouvelle convention.

#### *Analyse de la possibilité de l'ouvrage à rentrer dans un système d'endiguement ou à être identifié comme aménagement hydraulique (prix n°1.2 du BPU)*

Toutes les configurations rencontrées peuvent ne pas correspondre aux situations types définies dans la note de stratégie nationale et certaines situations peuvent être relativement complexes, au regard des circonstances techniques ou locales.

Pour chaque demande d'intégration d'un ouvrage hydraulique par un GEMAPIEN, le prestataire étudiera techniquement et juridiquement la possibilité de son intégration dans un système d'endiguement ou de sa définition comme aménagement hydraulique en respectant les lignes directrices de la stratégie nationale.

La prestation comprend :

- l'analyse de la situation,
- et la rédaction d'une note argumentée sur la base de celle-ci à destination de l'autorité gémapienne.

Dans le cas d'un refus d'intégration d'un ouvrage dans un système d'endiguement ou de définition comme un aménagement hydraulique par l'autorité gémapienne, le titulaire, sur demande du pouvoir adjudicateur, rédige une note de stratégie argumentée pour répondre à la situation et identifier les solutions permettant d'obtenir le classement de l'ouvrage comme utile à la prévention des inondations. Cette prestation est intégrée dans le prix n°1.2 du BPU.

*Accompagnement pour la rédaction d'un projet de convention ou la révision d'une convention existante (prix n° 1.3 et 1.4 du BPU)*

- Rédaction d'un projet de convention

Sur le volet « Protection contre les inondations » de la loi, le titulaire accompagnera VNF tout au long de la passation de la convention de mise à disposition ou transfert de l'ouvrage à l'autorité gémapienne dans le cadre du présent marché.

Le titulaire proposera sur la base de la convention type et pour chaque ouvrage concerné, sur commande de VNF, **un projet de convention** reprenant les rôles et responsabilités de chaque partie sur l'ouvrage, tel que définis lors des négociations entre les parties. Toutes les implications réglementaires et les conséquences en termes de partage des responsabilités seront identifiées.

Le titulaire proposera une rédaction des parties techniques de la convention liée à la réalisation éventuelle des travaux, aux études à réaliser et aux missions d'entretien et d'exploitation des ouvrages. Le travail se fera en étroite collaboration avec les services opérationnels de VNF.

En amont, le titulaire définira avec les services de VNF, le cadre juridique de l'ouvrage identifié comme servant à la protection des inondations (transfert, mise à disposition, mise à disposition hors cadre GEMAPI...) et le rôle de VNF au regard des textes en vigueur. Le prestataire produira une note juridique qui permettra d'identifier les avantages/inconvénients et les conséquences du choix de l'outil sur le plan des responsabilités de VNF ainsi que la liste des engagements pris auprès du GEMAPIEN. Si le prestataire propose l'emploi d'un autre outil que les conventions classiques de mise à disposition, le prestataire justifiera de son choix dans cette note.

Selon les configurations, des procédures légales seront à engager soit par VNF, soit par l'autorité gémapienne. Pour chaque ouvrage concerné, le titulaire analysera les procédures réglementaires et administratives à engager en tenant compte de la situation particulière de chaque ouvrage (ouvrage classé, déjà autorisé, études de danger réalisée, en cours, à compléter, études complémentaires à réaliser, etc...). Cette analyse du cadre juridique de l'ouvrage et des procédures réglementaires auxquelles il est soumis, fera l'objet d'une étude détaillée.

Pour chaque situation, une analyse de la répartition des obligations et responsabilités au regard de la réglementation en matière d'autorisation sera réalisée.

Le titulaire exécutera une **mission de conseil à VNF sur la prise en charge des travaux**, de réhabilitation, de maintenance et d'exploitation de ces ouvrages, dans la définition des niveaux de surveillance, d'auscultation de ces ouvrages liés d'une part à la fonction de navigation et d'autre part à la fonction de protection contre les crues. Il permettra à VNF d'identifier ses responsabilités dans la réalisation de ses missions d'entretien et d'exploitation de ces ouvrages mis à disposition.

La mission de conseil comprendra la proposition de réponse à toute sollicitation de l'autorité gémapienne dans la préparation technique de ces conventions, réalisation de notes techniques complémentaires.

Il s'agira également, pour le titulaire, de relire et d'apporter les corrections nécessaires aux projets de convention proposées par l'autorité gémapienne.

Les coûts qui seront éventuellement à la charge de VNF devront être identifiés à ce stade de l'étude par le titulaire.

Le titulaire apportera son conseil à VNF tout au long de la passation de la convention et sera force de proposition avec un devoir d'alerte vis-à-vis de VNF sur les risques encourus (relecture et propositions de corrections des documents échangés avec l'entité gémapienne, conseil pour la négociation et impacts sur les missions de VNF...).

- Révision d'un projet de convention

S'agissant de conventions déjà signées entre VNF et la collectivité, celles-ci pourront faire l'objet d'une analyse critique par le prestataire à la demande de VNF qui sera rémunérée par le prix 1.1 du BPU.

La prestation d'accompagnement de VNF pour la révision de cette convention (prix n° 1.4 du BPU) consiste, si besoin, à conseiller VNF pour les amendements à apporter à la convention existante, les documents complémentaires à joindre à celle-ci, etc.

Sur le volet « Gestion des milieux aquatiques » de la loi, les entités GEMAPIENNES peuvent souhaiter intervenir sur le DPF géré par VNF afin de procéder à des travaux d'entretien des milieux. Dans ce cas, il sera demandé au prestataire la même mission que pour le volet « PI » ci-dessus afin d'analyser la pertinence des travaux proposés par le GEMAPIEN et proposer une clé de répartition des obligations et responsabilités de VNF et du GEMAPIEN au travers de l'outil juridique le plus adapté.

#### *Accompagnement de VNF dans la traduction réglementaire des conventions signées (prix n°1.5 du BPU)*

Concernant le volet PI, il s'agit de la traduction réglementaire dans les actes administratifs d'autorisation des ouvrages (tels que les règlements d'eau par exemple, arrêté d'autorisation...), l'organisation à plusieurs exploitants ou les usages de l'ouvrage hydraulique définis dans les conventions de mise à disposition d'ouvrage contributif.

Le titulaire analysera les documents administratifs existants, mesurera les écarts et identifiera les arguments à porter auprès des services de l'Etat afin de défendre les intérêts de VNF dans le cadre de la rédaction de ces documents réglementaires assurés par les services de l'Etat.

Cette prestation peut aller jusqu'à la proposition par le titulaire d'un document prérédigé tel que le contenu d'un projet d'arrêté préfectoral à proposer aux services de l'Etat. Elle ne consiste pas en une assistance à la rédaction complète du dossier de demande d'autorisation.

#### *Mission de conseil pour le positionnement de VNF sur les enjeux liés à la loi GEMAPI (prix n°1.6 du BPU)*

Sur demande de VNF, le titulaire réalisera une prestation de conseil dont le contenu peut concerner :

- L'analyse des projets de textes ou des questions sur l'application de textes réglementaires déjà en vigueur sur les thèmes en lien avec la compétence GEMAPI. Le titulaire pourra être amené à faire une relecture de ceux-ci afin d'identifier les éventuels risques pour l'établissement. Le cas échéant, il lui sera demandé de proposer des modifications des projets de textes ou d'amendements des textes en vigueur afin de défendre les intérêts de VNF,
- La révision de la stratégie nationale GEMAPI pour intégrer les éventuelles évolutions réglementaires sur la compétence GEMAPI et les retours d'expérience sur les cas rencontrés sur les territoires ou les échanges avec les différents gémapiens dans le cadre du présent marché,
- La définition des grands principes de la répartition des coûts entre VNF et le GEMAPIEN pour les travaux de réhabilitation des ouvrages contributifs,

- Le positionnement de VNF en qualité de prestataire de service auprès des GEMAPIEN pour les travaux de réhabilitation des ouvrages,
- Le positionnement stratégique de VNF sur des sites complexes où les usages des ouvrages peuvent être multiples (protection contre les inondations, navigation, préservation des milieux naturels, ...) et où se mêlent différentes réglementations (GEMAPI, Sécurité des ouvrages hydrauliques, etc.)

La prestation fera l'objet d'une analyse de la situation par le biais d'une note argumentée et synthétique décrivant les éventuels risques pour l'établissement. Le titulaire pourra être amené à faire une relecture des propositions d'amendement de textes ou de documents locaux (convention, protocole de gestion, etc.) pour VNF.

#### *Réalisation de formations adaptées au contexte VNF et retour d'expériences (prix n°1.7 à 1.10 du BPU)*

- *Formation générale*

Le titulaire organisera des sessions de formation « générale » d'une journée, pour former environ 12 agents de VNF par session, à la mise en œuvre juridique et opérationnelle de ces conventions. Elle visera à leur présenter le contexte de la réglementation des textes relatifs à la réglementation GEMAPI, et les différentes situations (types d'ouvrages pouvant entrer dans un système d'endiguement, les enjeux juridiques, les enjeux liés au partage des responsabilités).

Il est prévu sur la durée du marché un estimatif de 1 session de formation par an.

- *Formation approfondie*

Le titulaire organisera également des sessions de formation « approfondie » d'une journée, pour former au maximum 10 agents de VNF par session. Ces journées pourront prendre la forme d'ateliers favorisant les échanges interservices et visant à la bonne compréhension et appropriation des sujets GEMAPI.

Il est prévu pour la durée du marché un estimatif de 1 session de formation par an.

- *Éléments communs aux deux types de formations*

Le titulaire reprendra dans un document réalisé sous forme de Foire aux Questions (FAQ), l'ensemble des questions rencontrées et étudiées pendant l'exécution du marché. Cette Foire aux Questions sera présentée lors de ces formations et devra pouvoir être mise à disposition des agents de VNF en charge du pilotage des conventions. Ces documents seront susceptibles d'être publiés sur l'intranet de VNF.

Le prix relatif à la préparation de la formation (prix n°1.7 du BPU) comprend :

- l'élaboration des supports de formation,
- la préparation de la formation,
- et les échanges entre le pouvoir adjudicateur et le chef de projet pour élaborer la formation et la valider.

Les supports de formation devront être remis 15 jours maximums avant la formation, et ils devront être validés par le chef de projet une semaine au plus tard avant la tenue de la formation.

Les dates de formation sont définies avec le pouvoir adjudicateur, après la commande de la prestation.

Les formations sont réalisées dans les locaux parisiens de VNF. L'ensemble des frais liés au formateur (repas, hébergement, et déplacement) sont compris dans les prix n°1.9 et 1.10 du BPU.

Les supports de formation seront mis à disposition de l'ensemble des agents de VNF.

## 4.2 Mission n°2 : Assistance technique

Cette mission a pour objet d'apporter une expertise technique et de conseil pour chaque ouvrage (diagnostic de l'état de l'ouvrage, expertise des études réglementaires existantes ou restant à produire, rédaction des parties opérationnelles des conventions, etc...) dans toutes les étapes de mise à disposition ou transfert des digues et ouvrages hydrauliques gérés par VNF (définition par l'entité des systèmes d'endiguement, préparation des conventions de mise à disposition ou de transfert des ouvrages, mise en œuvre des conventions) aux autorités Gémapiennes. Mais aussi dans le cadre de la mise à disposition du DPF pour permettre au GEMAPIEN d'assurer sa mission de gestion des milieux aquatiques.

Les prestations de la mission technique sont décrites de façon plus détaillée ci-dessous. Elles pourront faire l'objet de commandes successives ou concomitantes.

*Préparation de la mise à disposition ou transfert de l'ouvrage - Préparation du dossier de transfert ou de mise à disposition de l'ouvrage : inventaire, complétude et conformité des études et analyse critique de l'état fonctionnel de l'ouvrage (prix n°2.1 du BPU)*

Le gestionnaire du système d'endiguement ou d'un aménagement hydraulique aura pour charge selon le décret de 2015 suscité de mettre en œuvre la procédure administrative de régularisation de la situation de l'ouvrage (article R. 562-14 du code de l'environnement). Les documents et études en possession de VNF seront mis à disposition de l'autorité gémapienne. Le titulaire réalisera pour VNF, le « Dossier de mise à disposition » ou « Dossier de transfert » qui sera transmis à l'autorité gémapienne pour chaque ouvrage concerné.

Le titulaire analysera, les enjeux importants pour VNF dans le Plan de Gestion des Risques Inondation (PGRI) correspondant et ses déclinaisons en plans de préventions du risque inondations (PPRI) ou Stratégies Locales de Gestion des Risques d'Inondation (SLGRI), les programmes d'actions pour la prévention des inondations (PAPI) ou tout autre document existant sur le territoire pouvant avoir un impact sur la mise à disposition ou transfert de l'ouvrage à l'entité gémapienne.

L'analyse fera l'objet d'une synthèse intégrée par le titulaire au « Dossier de transfert » ou « Dossier de mise à disposition » de l'ouvrage.

Le titulaire intégrera au dossier de l'ouvrage transmis à l'autorité gémapienne les éléments suivants :

- ✓ sa géolocalisation, sa situation administrative (classements et autres...) ;
- ✓ ses fonctions liées à la navigation et à la protection contre les inondations ;
- ✓ sa description géométrique ;
- ✓ la liste des différentes études réalisées sur l'ouvrage et documents s'y réfèrent en indiquant les éléments essentiels de ces études notamment les éventuels travaux de restauration identifiés ;
- ✓ l'historique des travaux, le dispositif éventuel de surveillance, d'auscultation et d'alerte de l'ouvrage ;
- ✓ une analyse critique de son état fonctionnel au regard des différentes études et des chroniques de crues.
- ✓ tout autre élément jugé utile par VNF.

Le travail est réalisé sur base des données disponibles. Aucune visite de diagnostic d'ouvrage n'est à prévoir par le titulaire.

Les données techniques et administratives seront fournies par les services opérationnels de VNF.

Un dossier type sera réalisé par le titulaire et soumis à la validation du COPIL de VNF. Il devra s'intégrer aux outils de gestion existants de VNF (Fiches Ouvrages de la Base de données Ouvrages, SIG VNF, Fiches base de données Sécurité des Ouvrages hydrauliques).

Le titulaire vérifiera la complétude et la conformité des dossiers et études et définira pour VNF les compléments éventuels à apporter.

L'analyse critique de l'état fonctionnel de l'ouvrage devra permettre à VNF de préparer les négociations avec l'autorité gémapienne compétente. Elle fera l'objet d'une note mise à disposition de VNF uniquement.

#### *Contrôle qualité des études règlementaires réalisées (EDD, ...) (prix n°2.2 du BPU)*

Le titulaire apportera son expertise technique sur les études règlementaires réalisées par l'autorité gémapienne ou VNF selon les cas.

Le titulaire relira les versions successives des études et rapports réalisés (études de danger, études hydrauliques, etc...) et proposera à VNF les corrections éventuelles à y apporter ou les compléments d'investigation éventuellement nécessaires. Il conseillera VNF sur la pertinence des méthodologies proposées pour la réalisation des différentes études. Il identifiera systématiquement pour VNF les enjeux liés aux résultats des études réalisées dont les études de dangers.

Le titulaire pourra être sollicité par VNF pour participer aux réunions organisées avec l'autorité gémapienne. Cette participation se fera en tant que de besoin, sur demande de VNF sur base d'un prix unitaire de participation aux réunions (prix n°4 du BPU).

Le prix du BPU comprend l'ensemble des relectures pour une étude.

### **4.3 Mission n°3 : Communication**

#### *Préparation de documents de communication visant à illustrer les positionnements nationaux de VNF (prix n°3.1 du BPU)*

Les prestations consistent à réaliser des documents de communication visant à illustrer de manière simple et pédagogique les positionnements nationaux (doctrines) de VNF. Ceux-ci peuvent être à destination interne auprès des agents techniques de terrain de VNF ou à destination des GEMAPIEN pour illustrer la posture nationale de l'établissement et faciliter l'acceptation des collectivités des conditions proposées par VNF.

Il est rappelé que les supports de présentation utiles à l'exécution des missions n°1 et 2, dans les relations avec VNF ou les échanges avec les services techniques des entités gémapiennes, sont dus par le titulaire au titre des dites missions.

Une grande attention devra être apportée à :

- la concision des supports,
- le caractère percutant et immédiatement compréhensible des messages-clés.

La mission consiste donc à produire un support numérique de présentation et une plaquette reprenant de façon synthétique les enjeux techniques et juridiques. Les fichiers sources modifiables seront transmis par le titulaire.

La prestation sera considérée comme réalisée après la validation par le comité de pilotage de VNF.

## 5. Conduite de l'accord-cadre

### MODALITÉS DE SUIVI

L'ensemble du marché est suivi par un comité de pilotage. Ce comité de pilotage est composé des représentants de la direction de chaque direction territoriale, de la DJEF (Direction Juridique Et Financière) et de la DIEE (Direction de l'infrastructure, de l'Eau et de l'Environnement).

Le comité de pilotage communique au titulaire du marché toutes les remarques qu'il juge nécessaires.

Le comité de pilotage valide l'ensemble des documents « types » ayant une portée nationale (comme par exemple une convention type ou un dossier d'ouvrage type qui ont vocation à être déclinés sur les territoires). Toutes les prestations sont validées par le chef de projet identifié au sein de la DIEE. Le chef de projet est donc chargé de la concertation interne VNF pour valider l'ensemble des livrables au fur et à mesure de leur réalisation.

Chaque réunion du comité de pilotage a pour vocation de réaliser un point d'avancement du marché, de faire un point sur les difficultés rencontrées dans la mise à disposition des ouvrages dans un objectif de mutualiser les expériences et contribuer à la définition d'une culture partagée de la mise en œuvre de la GEMAPI pour VNF.

Les éléments stratégiques, techniques, juridiques nécessitant une prise de position de VNF seront validés en comité de pilotage pour une prise de position commune à l'ensemble des ouvrages.

Les éléments devant faire l'objet d'une validation par la direction générale de VNF seront identifiés lors du comité de pilotage.

### ORGANISATION DE LA PRESTATION

Pour le suivi de la mise en œuvre de la prestation, des réunions régulières sont organisées avec le chef de projet de la DIEE et le titulaire du marché.

Trois réunions par an de cadrage seront organisées et feront l'objet d'un bon de commande. Elles visent à faciliter la réalisation du marché, la préparation des réunions du comité de pilotage et le suivi général de la prestation. Ces réunions se feront principalement au siège de VNF situé à Béthune au 175 rue Ludovic Boutleux à Béthune ou en visioconférence.

Deux réunions par an avec le comité de pilotage seront organisées et feront l'objet d'un bon de commande dont une réunion de lancement permettant de présenter la démarche, la méthode de travail, et le calendrier. Les réunions avec le comité de pilotage se tiendront principalement dans l'antenne parisienne de VNF située à Paris (75010) au 156, rue du Faubourg Saint-Denis.

Pour une bonne maîtrise des problématiques locales et en fonction du besoin, des réunions d'une durée d'une journée (environ deux par an), seront organisées aux sièges des directions territoriales de VNF :

- Direction territoriale du Nord-Pas-de-Calais (siège à Lille)
- Direction territoriale du Bassin de la Seine et Loire aval (siège à Paris)
- Direction territoriale du Nord-Est (siège à Nancy)
- Direction territoriale de Strasbourg (siège à Strasbourg)
- Direction territoriale Rhône Saône (siège à Lyon)
- Direction territoriale Centre-Bourgogne (siège à Dijon)
- Direction territoriale du Sud-Ouest (siège à Toulouse)

Chaque direction territoriale est représentée par une personne au comité de pilotage. En complément, des référents locaux seront désignés en tant que correspondants du titulaire.

En fonction du besoin, le titulaire assistera VNF lors des réunions de négociation avec les autorités Gémapiennes. Ces réunions font l'objet d'un bon de commande lié à l'un des 9 sites (les sept directions territoriales plus le siège à Béthune et l'antenne du siège à Paris).

Le titulaire assurera le secrétariat de l'ensemble des réunions, réunions techniques avec les directions territoriales, réunions du comité de pilotage et réunions directes avec le maître d'ouvrage.

Un ordre du jour et un compte rendu de réunion seront systématiquement rédigés par le titulaire.

Les moyens matériels pour les réunions : salle, vidéoprojecteur, tableau sont mis à disposition du titulaire par VNF.

L'ordre du jour des réunions, les supports de présentations adapté à chaque séance de travail, les rendus provisoires éventuels devront être diffusés par le titulaire au plus tard 5 jours ouvrés avant la réunion. Le compte rendu de chaque réunion devra être rédigé et transmis au chef de projet par le titulaire sous 5 jours ouvrés.

Les réunions seront déclenchées par le biais des prix n°4 du BPU sur l'un des 9 sites identifiés au CCTP (les sept directions territoriales, le siège à Béthune et l'antenne du siège à Paris). Le cas échéant, des réunions supplémentaires à celles identifiées pourront être organisées également.

#### LIVRABLES

Le titulaire fournit au chef de projet l'ensemble des livrables en version source modifiable. Le chef de projet a ensuite la charge de redistribuer les livrables aux membres du comité de pilotage et référents en directions territoriales.

Un espace collaboratif sécurisé sous TEAMS a été mis en place par VNF pour partager les livrables et notamment pour les documents volumineux.

Une vigilance particulière est attendue sur :

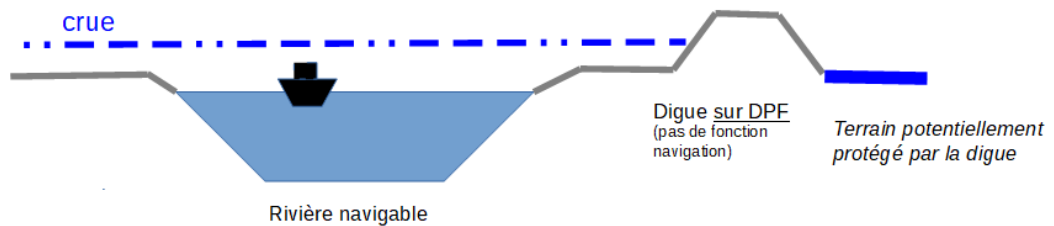
- ✓ la qualité d'écriture des rapports ;
- ✓ la capacité du titulaire à synthétiser l'information juridique, réglementaire et technique ;
- ✓ la capacité de présentation des rapports dans un objectif de rendre l'information compréhensible par tous.

Les livrables seront tous fournis en version numérique (Suite Microsoft Office 2016). Aucune version papier ne sera exigée.

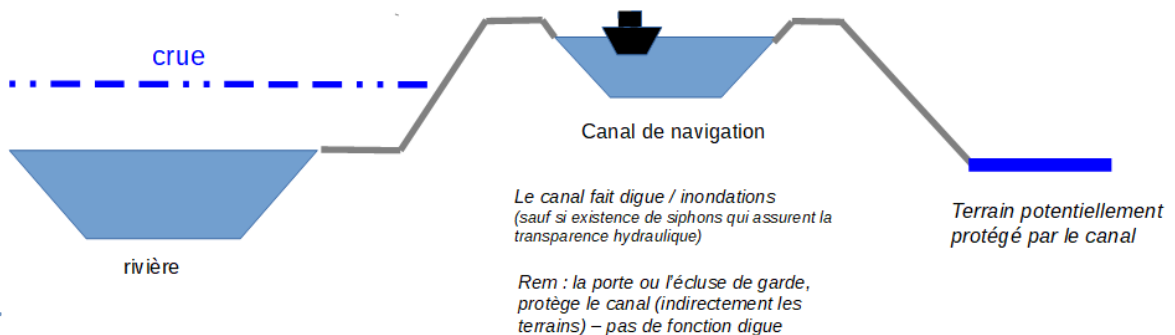
## Annexe 1 : Exemples d'ouvrages VNF pouvant entrer dans un système d'endiguement

### OUVRAGES SUR DPF ET GEMAPI

#### Cas 1 (en coupe)

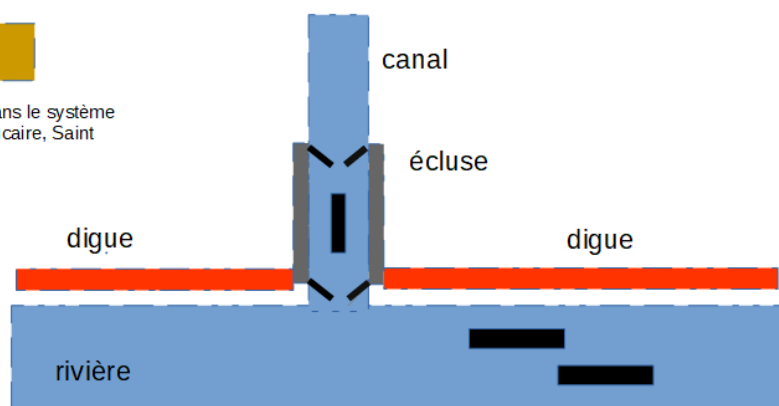


#### Cas 2 (en coupe)



#### Cas 3 (en plan)

Portes d'écluses intégrées dans le système d'endiguement = Arles, Beaucaire, Saint Gilles / digues Symadrem



## Annexe 2 : Lignes directrices nationales GEMAPI

### Stratégie nationale VNF dans le cadre de la mise en œuvre de la compétence GEMAPI

#### **Propositions de positionnement vis-à-vis des ouvrages hydrauliques gérés par VNF et susceptibles d'intégrer un système d'endiguement**

La mise en œuvre de la compétence GEMAPI, compétence relevant des EPCI-FP, se traduit pour VNF par la possibilité de **mettre à disposition** les ouvrages hydrauliques qui lui ont été confiés en gestion afin que ces ouvrages participent à un système d'endiguement.

La loi MAPTAM prévoit deux niveaux de mise à disposition :

- Pour les digues domaniales (ouvrages ayant pour objet la protection contre les inondations, et relevant exclusivement de la compétence GEMAPI) : la mise à disposition automatique et le transfert de gestion au plus tard le 28 janvier 2024
- Pour les ouvrages contributifs (ouvrages dont la finalité première n'est pas la prévention des inondations mais qui y contribuent) : la mise à disposition volontaire, sous réserve de compatibilité. Le périmètre concerne l'ouvrage seul ou les actions aujourd'hui réalisées par VNF pour contribuer à la gestion des inondations (manœuvre d'ouvrages).

Par ailleurs, le retour d'expériences montre que VNF est présumé responsable et compétent sur l'ensemble des ouvrages hydrauliques par les différents acteurs territoriaux (collectivités, services de l'Etat) ; VNF a ainsi pu être sollicité pour la mise à disposition de biens qui ne relevaient pas du domaine public fluvial, qui étaient en mauvais état ou hors d'état d'usage ou encore non réguliers au titre de la loi sur l'eau.

Au regard de ces éléments, il est proposé les lignes directrices suivantes :

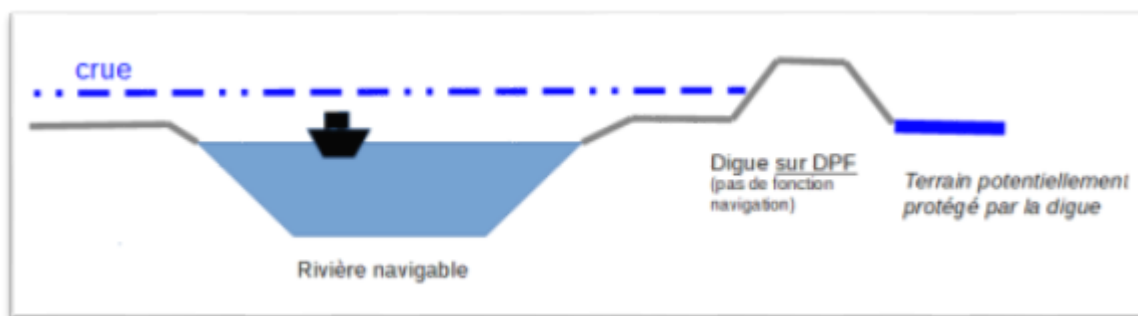
#### **1. Sur l'accompagnement de l'EPCI-FP dans la définition de son système d'endiguement**

VNF se positionne comme partenaire des EPCI-FP dans la mise en œuvre de la compétence GEMAPI. Toutefois, cette compétence relève exclusivement des EPCI-FP (définition des zones à protéger, définition du système d'endiguement et niveau de protection...)

#### **Proposition de positionnement**

- **VNF travaille avec les services de l'état** pour être informé des systèmes d'endiguement en cours de préparation. L'objectif est de régulariser des situations non conformes aux règles de mise en œuvre de la GEMAPI
- **Contribution de VNF aux différentes études** par l'apport de sa connaissance technique et sans en assurer le portage et notamment pour définir la compatibilité de l'ouvrage
- **Pas d'intervention de VNF dans la maîtrise d'ouvrage des études et travaux nécessaires à garantir l'efficacité du niveau de protection contre les inondations** – l'EPCI-FP reste pleinement en responsabilité de ces interventions (prévention de potentiels contentieux ultérieurs sur la conduite des études et travaux). Par contre VNF assure la maîtrise d'ouvrage des éventuels travaux nécessaires à la remise en état et au maintien de l'ouvrage par rapport à la fonction navigation et gestion hydraulique, d'où la nécessité de mettre en place des conventions de mise à disposition pour définir les responsabilités de chaque partie (en fonctionnement normal, en fonctionnement de crise -gestion de crue... - cf. au 3. Ouvrages contributifs).

2. Pour les ouvrages présentant un intérêt pour la protection contre les inondations mais n'ayant pas de rôle pour VNF (dont les digues domaniales)



Il s'agit ici des digues domaniales ou d'autres types d'ouvrages n'ayant plus d'utilité pour VNF jouant un rôle dans la protection contre les inondations (par ex : les portes de garde qui ne sont plus manœuvrées).

- Si l'EPCI-FP souhaite intégrer l'ouvrage dans son système d'endiguement, **transfert de gestion de l'ouvrage au gemapien**.

Pour le cas spécifique des digues domaniales, la loi prévoit, le cas échéant, la **mise en conformité de l'ouvrage et une gestion transférée au plus tard le 28 janvier 2024**.

La mise en conformité de l'ouvrage peut s'entendre comme le respect des prescriptions des arrêtés autorisant l'ouvrage et est normalement à la charge de VNF gestionnaire de l'ouvrage.

Outil de conventionnement pour les digues domaniales : convention-cadre Etat VNF et conventions locales tripartites (VNF/Etat/gemapien)

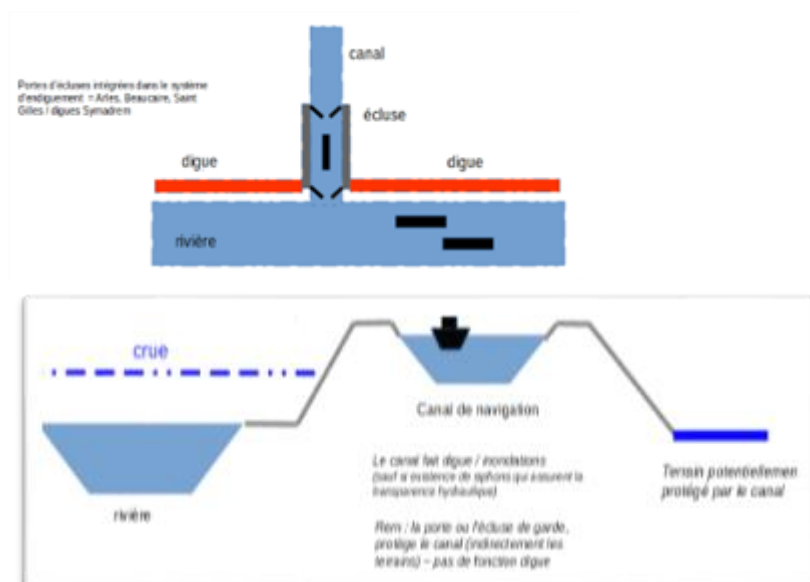
Outil de conventionnement pour les autres ouvrages : convention locale de transfert de gestion fondée sur le Code Général de la Propriété Publique – Etat signataire

- Si l'EPCI-FP ne souhaite pas intégrer l'ouvrage à son système d'endiguement, que l'ouvrage soit classé ou pas eu titre de la protection contre les inondations, **régularisation de l'ouvrage** au titre de la loi sur l'eau (reclassement, mise en transparence ...). **VNF ne garde pas de responsabilité totale de protection contre les inondations et prend en charge les travaux liés à la régularisation de l'ouvrage**.

L'enjeu fort pour VNF est de bien identifier ces ouvrages et de limiter les investissements de l'établissement ; il s'agit donc de **favoriser au maximum ces transferts de gestion aux EPCI-FP**.

3. Pour les ouvrages contributifs

Ces ouvrages constituent le principal enjeu pour l'établissement, au regard du nombre d'ouvrages potentiellement concernés, de l'état du patrimoine et de son entretien, du nécessaire examen de la compatibilité, le cas échéant du nécessaire partenariat à construire avec les collectivités pour assurer la double affectation de l'ouvrage.



### Proposition de positionnement :

- Au niveau national, **alerte de l'Etat propriétaire** de l'ensemble des réserves techniques et financières tenant aux limites du domaine, au mauvais état des infrastructures, à l'incapacité de VNF de remettre à niveau et de maintenir les ouvrages qui lui ont été confiés et susceptibles d'intégrer un système d'endiguement, à l'habilitation de VNF pour conférer aux ouvrages une nouvelle affectation
- Au niveau local, **questionnement systématique de la compatibilité des usages** :

La compatibilité s'entend sur le plan fonctionnel (pas de remise en cause de l'usage de l'ouvrage pour les missions de VNF) et sur le plan structurel (capacité de l'ouvrage à supporter la sollicitation hydraulique spécifique à la protection contre les inondations).

La compatibilité structurelle présuppose un ouvrage en état d'usage et en bon état vis-à-vis de son rôle dans les missions de l'établissement – au regard des moyens de l'établissement, VNF ne veut pas prendre la responsabilité ni la charge d'une remise en état qui ne serait pas prioritaire au regard de ses missions.

- En cas d'incompatibilité : nécessaire saisine du Préfet et alerte de l'EPCI-FP
- En cas de compatibilité (cas prédominant) : s'assurer de la régularité et de la cohérence du classement des ouvrages au titre de la loi sur l'eau puis mise à disposition et convention de gestion à établir – **sous-entend l'engagement de VNF sur le maintien en état de l'ouvrage**

Outil de conventionnement : convention de mise à disposition sui generis fondée sur le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques – signataires restant à préciser (VNF/Gemapien ou VNF/Etat/Gemapien)

#### 4. Pour les interventions de VNF contribuant exclusivement à la gestion des inondations (manœuvres)

Ce point soulève une question de moyens disponibles pour faire, en lien avec la responsabilité incombant ensuite à VNF pour la gestion des inondations. Se posent ainsi des questions de responsabilités de l'établissement vis-à-vis, d'une part, de la régularité de ces manœuvres, en particulier au titre de la loi sur l'eau, et, d'autre part, des dommages que les manœuvres effectuées par VNF n'auraient pu éviter.

##### Proposition de positionnement

- **Organisation de la fin de l'intervention de VNF** si les manœuvres ont pour seul objectif la protection contre les inondations et formalisation du transfert de l'ouvrage à l'EPCI-FP
- **Si l'EPCI-FP refuse le transfert** de gestion et les manœuvres liées à un ouvrage classé au titre de la protection contre les inondations, VNF demande le déclassement
- Cependant dans beaucoup de cas, VNF risque d'être confronté à des manœuvres sur des ouvrages qui ne sont pas au bon niveau de classement et sans autorisation loi sur l'eau. Dans ce cas, VNF vérifie l'ensemble des ouvrages concernés sur un itinéraire et fait une demande globale de régularisation
- Si VNF réalise les manœuvres également pour son propre usage, en cas de crue, souvent pour protéger le canal et ses ouvrages, une convention de gestion cadrant les modalités d'interventions pour le compte de l'EPCI-FP est à définir.

### Annexe 3 : Charte graphique de VNF